



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

établissements de soins

Question écrite n° 71981

Texte de la question

M. Jean Briane * attire l'attention de M. le ministre délégué à la santé sur la situation de la prévention et des soins aux toxicomanes. Alors que le phénomène de consommation de drogues en France s'accroît (drogues stimulantes, banalisation du cannabis chez les jeunes avec l'alcool, persistance de l'héroïne, problèmes de délinquance et d'insécurité liés pour une part au trafic de drogues et aux nuisances qui en découlent...), les moyens d'offres en soins spécialisés diminuent depuis quelque temps au point de dégrader et étrangler un dispositif qui a mis trente ans à se construire (fermeture de huit centres résidentiels collectifs de 100 places de postcure, difficultés de fonctionnement et d'application de l'ARTT...). Il lui demande les intentions du Gouvernement en matière de prévention et de soins aux toxicomanes et les mesures qu'il compte prendre pour permettre aux centres existants de remplir plus correctement leurs missions.

Texte de la réponse

Des engagements ont été pris dans le cadre du plan gouvernemental de lutte contre la drogue et de prévention des dépendances pour améliorer et diversifier l'offre de soins aux personnes toxicomanes : création et renforcement d'équipes d'addictologie dans les établissements de santé, implication de la médecine de ville... En 2002, des financements nouveaux ont été dégagés par le Gouvernement (3 680 265 euros) en faveur des programmes et dispositifs de lutte contre les pratiques addictives. La dotation inscrite dans la loi de finances initiale représente ainsi désormais une somme de 117 224 444 euros. Ces crédits correspondent à la dotation globale de fonctionnement des CSST ainsi qu'au financement des structures d'aide à l'insertion des personnes toxicomanes, des réseaux toxicomanie ville hôpital, et à l'achat de la méthadone par les CSST. Les mesures nouvelles permettront de financer en partie la mise en oeuvre de l'avenant 265 à la convention nationale collective du 15 mars 1966, au titre des années 2000 et 2001. La totalité des crédits est déléguée aux services déconcentrés pour financer le dispositif existant, à l'exception d'une réserve d'environ 1 % soit 1 169 934 euros destinée à permettre la création ou le renforcement de structures dans des départements déficitaires et à permettre l'amélioration de l'offre des traitements de substitution à base de méthadone par les CSST. Par ailleurs, des instructions ont été données pour que des redéploiements budgétaires régionaux soient assurés, si nécessaire, à l'issue d'un travail de concertation conduit avec les responsables des centres, afin de rééquilibrer le dispositif dans la limite maximum de 4 % de l'enveloppe initiale attribuée à chaque département. Ces dispositions s'inscrivent dans une démarche générale de responsabilisation des régions dans l'évaluation des besoins et l'affectation des ressources disponibles. Elles doivent permettre à terme de répartir la dotation régionale en dotations départementales, en tenant compte des priorités locales, des orientations et schémas, de l'activité et du coût moyen des établissements ou services. Ces mesures ont fait l'objet d'échanges avec les représentants de l'ANIT.

Données clés

Auteur : [M. Jean Briane](#)

Circonscription : Aveyron (1^{re} circonscription) - Union pour la démocratie française-Alliance

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 71981

Rubrique : Drogue

Ministère interrogé : santé

Ministère attributaire : santé

[Date\(s\) clé\(s\)](#)

Question publiée le : 21 janvier 2002, page 261

Réponse publiée le : 18 mars 2002, page 1598